



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/CML

**Arrêté préfectoral accordant l'autorisation environnementale à la société  
INCINERIS pour l'exploitation d'une installation d'incinération de cadavres  
d'animaux sur le territoire de la commune de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS**

Le préfet du Nord  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre I, le titre I du livre V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2740 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (incinération de cadavres d'animaux) ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mai 1999 antérieurement délivré à la société INCINERIS pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2021 approuvant le schéma d'aménagement et de gestion du bassin versant de l'Escaut ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie 2022-2027 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mai 2025 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 1 mois du 10 juin 2025 au 10 juillet 2025 inclus sur le territoire des communes de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS, BÉTHENCOURT, BEVILLERS, BOUSSIÈRES-EN-CAMBRÉSIS, CARNIÈRES, FONTAINE-AU-PIRE et QUIÉVY ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la demande présentée le 17 décembre 2015, complétée les 23 janvier 2020 et 8 janvier 2024 par la société INCINERIS dont le siège social est situé 50 rue de la vague 59 650 VILLENEUVE D'ASCQ en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation d'incinération de cadavres d'animaux pour son établissement sis 5 chemin de Boussières à BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu le rapport du 21 septembre 2021 de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement portant avis sur l'aspect complet et régulier du dossier de demande d'autorisation d'exploiter susvisé ;

Vu la décision du 12 mai 2025 du président du tribunal administratif de Lille portant désignation du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS, BÉTHENCOURT, BEVILLERS, BOUSSIÈRES-EN-CAMBRÉSIS, CARNIÈRES, FONTAINE-AU-PIRE et QUIÉVY ;

Vu les publications des 24 mai 2025 et 14 juin 2025 de l'avis d'enquête publique dans deux journaux locaux ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le registre d'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;

Vu l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des communes concernées par le projet ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France du 13 octobre 2021 ;

Vu le mémoire en réponse du pétitionnaire à l'avis de l'autorité environnementale ;

### Article 3 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

### Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Vu le rapport final d'instruction du 21 octobre 2025 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis le 7 novembre 2025 au pétitionnaire ;

Vu les observations du pétitionnaire transmises par courriel du 18 novembre 2025 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 novembre 2025 au cours duquel le pétitionnaire était présent ;

Considérant ce qui suit :

1. le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;
2. en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
3. les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 512-14 à R. 512-19 du code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
4. les consultations effectuées et les éléments de la demande d'autorisation environnementale ont mis en évidence la nécessité de proposer des mesures complémentaires de surveillance des rejets atmosphériques ;
5. les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

La société INCINERIS, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 50 rue de la vague 59 650 VILLENEUVE D'ASCQ, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et de ses annexes, à exploiter les installations d'incinération de cadavres d'animaux sur le territoire de la commune de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS, au 5 chemin de Boussières.

### Article 2 – Code du travail

Le présent arrêté est délivré sans préjudice des dispositions du code du travail, notamment celles relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Tous renseignements utiles sur l'application de ces règlements peuvent être obtenus auprès de l'inspecteur du travail.

## Article 5 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de CAMBRAI, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires des communes de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS, BÉTHENCOURT, BEVILLERS, BOUSSIÈRES-EN-CAMBRÉSIS, CARNIÈRES, FONTAINE-AU-PIRE et QUIÉVY ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté ;
- commissaire-enquêteur.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-autorisations-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le 03 DEC. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



PJ :

Annexe 1 : Prescriptions applicables

Annexe 2 : Plans des installations

Annexe 3 : Plan des points de mesures de bruit

03 DEC. 2025

**Guillaume AFONSO ANNEXE 1 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

SOMMAIRE :

Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	8
Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	8
Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	8
Article 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations.....	8
Article 1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	8
Chapitre 1.2 - Nature des installations.....	8
Chapitre 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	9
Chapitre 1.4 - Cessation d'activité et remise en état.....	9
Chapitre 1.5 - Horaires de fonctionnement.....	9
Chapitre 1.6 - Implantation.....	9
Chapitre 1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	9
Chapitre 1.8 - Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.....	10
Chapitre 1.9 - Rapport d'incident ou d'accident.....	10
Titre 2 - Protection de la qualité de l'air.....	11
Chapitre 2.1 - Conception des installations.....	11
Article 2.1.1 Conduits et installations raccordées.....	11
Article 2.1.2 Conditions générales de rejet.....	11
Chapitre 2.2 - Limitation des rejets.....	11
Article 2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	11
Chapitre 2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	12
Article 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	12
Article 2.3.2 Dépassements.....	13
Chapitre 2.4 - Dispositions spécifiques.....	13
Article 2.4.1 Bilan quinquennal.....	13
L'exploitant établit un bilan quinquennal d'activité concernant ses émissions atmosphériques au regard de son volume d'activités.....	13
Article 2.4.2 Étude technico-économique.....	13
Titre 3 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques.....	14
Chapitre 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau.....	14
Article 3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau.....	14
Article 3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux.....	14
Chapitre 3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	14
Article 3.2.1 Points de rejet.....	14
Article 3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	15
Chapitre 3.3 - Limitation des rejets.....	15
Article 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes.....	15
Chapitre 3.4 - Surveillance des prélèvements et des rejets.....	16
Article 3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau.....	16
Article 3.4.2 Contrôle des rejets et transmission des résultats.....	16
Titre 4 - Protection du cadre de vie.....	17
Chapitre 4.1 - Limitation des niveaux de bruit.....	17
Article 4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	17
Article 4.1.2 Valeurs limites d'émergence.....	17

Article 4.1.3 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	17
Titre 5 - Prévention des risques technologiques.....	18
Chapitre 5.1 - Conception des installations.....	18
Article 5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu.....	18
Article 5.1.2 Désenfumage.....	18
Article 5.1.3 Organisation des stockages.....	18
Article 5.1.4 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	18
Chapitre 5.2 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	18
Article 5.2.1 Moyens de lutte de protection contre l'incendie.....	18
Titre 6 - Prévention et gestion des déchets.....	20
Chapitre 6.1 - Limitation de la production de déchets.....	20
Chapitre 6.2 - Séparation des déchets.....	20
Chapitre 6.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets	20
Chapitre 6.4 - Gestion des déchets reçus par l'installation.....	20
Article 6.4.1 Conception des installations.....	20
Article 6.4.2 Description des déchets entrants.....	21

# TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

## CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

### Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société INCINERIS, dont le siège social est situé au 50 rue de la vague 59 650 VILLENEUVE D'ASCQ, est autorisée à poursuivre, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et de celles de l'arrêté préfectoral du 19 mai 1999 modifiées par celles du présent arrêté, l'exploitation des installations détaillées dans les articles suivants sur le territoire de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS, au 5 chemin de Boussières.

### Article 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS sur une surface de 13 088 m<sup>2</sup>.

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 800 m<sup>2</sup>.

### Article 1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au chapitre 1.2 ci-dessous.

## CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	caractéristiques de l'installation	Régime (*)
2740	Incinération de cadavres d'animaux à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3650.	<b>3 fours :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 four individuel 1 cellule de 50 kg/h ;</li><li>• 1 four individuel 3 cellules de 50 kg/h, soit 150 kg/h ;</li><li>• 1 four collectif de 200 kg/h ;</li></ul> La capacité d'incinération totale du site est de 400 kg/h, soit <b>9 600 kg/j</b> .  La capacité annuelle est limitée à <b>1000 tonnes</b> .	A



2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.</p>	<p>Les déchets dangereux suivants sont collectés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 5,02 tonnes de Déchets à risques infectieux, DASRI (18 02 02*) ;</li> <li>• 550 kg de médicaments non utilisés cytotoxiques (18 02 07*) ;</li> <li>• 3,18 tonnes de sous-produits de radiologie médicale : fixateurs et révélateurs usagés F/R (09 01 01*) ;</li> </ul> <p>Soit une quantité totale de déchets susceptibles d'être présents sur site de <b>8,75 tonnes</b>.</p>	A
--------	--	---	---

(1) A : installations soumises à autorisation / E : installations soumises à enregistrement / D : installations soumises à déclaration

### CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation environnementale unique déposé par l'exploitant, incluant notamment l'étude de danger.

### CHAPITRE 1.4 - CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 du même code, l'usage à prendre en compte est un usage industriel.

### CHAPITRE 1.5 - HORAIRES DE FONCTIONNEMENT

Les fours fonctionnent en continu (24h/24) du lundi 6 heures au samedi soir 22 heures.

### CHAPITRE 1.6 - IMPLANTATION

L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de l'établissement.

### CHAPITRE 1.7 - DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **CHAPITRE 1.8 - CONDITIONS D'EXPLOITATION EN PÉRIODE DE DÉMARRAGE, DE DYSFONCTIONNEMENT OU D'ARRÊT MOMENTANÉ**

L'exploitant dispose des procédures écrites des conditions d'exploitation des installations ainsi que des procédures particulières à appliquer lors des phases de démarrage des fours ainsi que lors des périodes de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.

Ces procédures sont vérifiées et doivent permettre à l'installation de respecter les valeurs limites de rejet atmosphériques autorisés en toutes circonstances.

## **CHAPITRE 1.9 - RAPPORT D'INCIDENT OU D'ACCIDENT**

En complément des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de l'évènement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions court-terme.

Ce rapport est complété dans les trois mois suivant l'incident/accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes et – pour les incidents dont la criticité dépasse le seuil correspondant fixé dans la procédure d'enquête et analyse des incidents de l'exploitant – la modélisation de cette analyse avec arbre des causes, la cotation échelle BARPI ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

## TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) éventuellement à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée ci-dessous. Chaque cheminée est équipée d'un point de prélèvement d'échantillons.

### CHAPITRE 2.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### Article 2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Four 1 cellule	50 kg/h	Gaz naturel	350 kW
Conduit N° 2	Four 3 cellules	150 kg/h	Gaz naturel	954 kW
Conduit N° 3	Four collectif	200 kg/h	Gaz naturel	1 200 kW

Les fours fonctionnent à une température minimale de 500 °C avant toute utilisation.

Les oxydateurs thermiques sont déclenchés lorsque les températures des fumées sont inférieures à 850 °C.

#### Article 2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	9	0,4	2000	8
Conduit N° 2	9	0,8	10000	8
Conduit N° 3	9	0,55	4500	8

### CHAPITRE 2.2 - LIMITATION DES REJETS

Tout brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie et des opérations spécifiques prévues par l'arrêté préfectoral. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.

#### Article 2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée voisine d'une heure qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant.

Les rejets issus des installations doivent respecter pour chacun des 3 conduits, les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Conduit n° 1, 2 et 3			
	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux conduit n° 1	Flux conduit n° 2	Flux conduit n° 3
		Kg/h	Kg/h	Kg/h
Poussières, y compris particules fines	100	0,2	1	0,45
SO <sub>2</sub>	300	0,6	3	1,35
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	500	1	5	2,25
CO	100	0,2	1	0,45
COT	40	0,08	0,4	0,18
HCl	100	0,2	1	0,45
COVNM	20	0,04	0,2	0,09
Métaux lourds (antimoine, arsenic, chrome, cobalt, cuivre, manganèse, nickel, plomb, vanadium)	5	0,01	0,05	0,02
Dioxines et furanes	0,10 ng/Nm <sup>3</sup>	200 ng/h	1 000 ng/h	450 ng/h

## CHAPITRE 2.3 - SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

### Article 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des 3 conduits dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement	Fréquence de transmission
Débit	continu	Oui	Trimestrielle
O <sub>2</sub>	continu		
Poussières	continu		
Poussières totales	trimestrielle		
SO <sub>2</sub>	trimestrielle		
NO <sub>x</sub>	trimestrielle		
CO	trimestrielle		
COT	trimestrielle		
HCl	trimestrielle		
COVNM	trimestrielle		
Métaux lourds (antimoine, arsenic, chrome, cobalt, cuivre, manganèse, nickel, plomb, vanadium)	trimestrielle		
Dioxines et furanes	trimestrielle		

Les méthodes de mesures utilisées pour mesurer et quantifier les paramètres ci-dessous sont conformes à l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement (NOR : TREP2405368V) ou le document remplaçant cet avis.

### Article 2.3.2 Dépassements

En cas de dépassement de l'un des paramètres surveillés à l'article 2.3.1 en concentration ou en flux constaté, l'exploitant met en place la procédure suivante :

1. mise à l'arrêt les installations concernées et information de l'inspection de l'incident ;
2. transmission par l'exploitant à l'inspection des installations classées d'un rapport comprenant une analyse des causes et les mesures ou actions correctives à mettre en place ainsi que leur calendrier de réalisation ;
3. réalisation par l'exploitant d'un contrôle des rejets atmosphériques au niveau du point de rejet ayant fait l'objet d'un dépassement, après avoir mis en place les actions correctives. Une surveillance mensuelle est réalisée pendant les six mois suivants la remise en exploitation afin de s'assurer de l'efficacité et de la pérennité des actions correctives mises en place ;
4. en cas de nouveau dépassement constaté au cours de la période de surveillance mensuelle, l'exploitant reprend la procédure à l'étape 1 et met à l'arrêt les installations.

Les mesures de contrôle des rejets atmosphériques concernent l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 2.3.1.

Ces dispositions complètent l'article 1.9.

## **CHAPITRE 2.4 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES**

### Article 2.4.1 Bilan quinquennal

L'exploitant établit un bilan quinquennal d'activité concernant ses émissions atmosphériques au regard de son volume d'activités.

Ce bilan compare les données de la surveillance avec les hypothèses retenues dans son dossier de demande d'autorisation pour établir l'évaluation des risques sanitaires initiale.

L'exploitant conclut quant à la fiabilité des hypothèses retenues. En cas de différences notables, l'exploitant met à jour l'évaluation des risques sanitaires et vérifie l'acceptabilité du risque sanitaire de l'exploitation de ses installations.

### Article 2.4.2 Étude technico-économique

L'exploitant établit une étude technico-économique de la mise en place d'une filtration sur toute ou partie de ses cheminées afin de réduire son impact environnemental.

Cette étude comprend une analyse des gains potentiels en matière de diminution des rejets atmosphériques en fonction de la performance de filtration des équipements envisagés.

Le rapport de cette étude et ses conclusions sont transmis au préfet du Nord et à l'inspection dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

## TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 3.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### Article 3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés depuis le réseau d'eau potable pour un volume annuel de 300 m<sup>3</sup> par an.

#### Article 3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Le site ne dispose d'aucun ouvrage de prélèvement d'eau.

### CHAPITRE 3.2 - CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

#### Article 3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux usées industrielles issues des opérations de lavage des locaux, des corps des animaux, des bacs et des compartiments de transport des véhicules de transport d'animaux transitent par une installation de pré-traitement (filtration, désinfection par un traitement UV) avant d'être rejetées dans le réseau d'assainissement collectif et la station d'épuration de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS ;
- les eaux usées domestiques rejoignent les eaux industrielles traitées et la station d'épuration de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées passent par un débourbeur-déshuileur séparateur d'hydrocarbures puis le bassin de rétention des eaux pluviales avant de rejoindre le milieu naturel du Riot de Caudry.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	X : 727134 Y : 7005806	Eaux usées domestiques et industrielles	Station d'épuration collective de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS (code SANDRE : 010389800000)	Convention avec Noréade signée le 11/07/2019
Pt N°2	X : 727121 Y : 7005716	Eaux pluviales	Riot de Caudry	

### Article 3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

- Concernant les eaux usées domestiques et industrielles (point de rejet n°1) :

Les eaux usées issues des usages domestiques sont rejetées directement vers la station d'épuration collective de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS.

Les eaux usées issues du lavage des locaux, des palettes et des compartiments de transport des véhicules sont stockées dans une cuve de 3 m<sup>3</sup>, puis elles sont traitées par filtration et désinfection UV avant rejet dans la station d'épuration de BEAUVOIS-EN-CAMBRÉSIS.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

- Concernant les eaux pluviales du site (point de rejet n°2) :

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées rejoignent le bassin de rétention.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées transitent par un débourbeur-déshuileur séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le bassin de rétention.

Ces eaux pluviales sont tamponnées dans le bassin de rétention du site, d'un volume total de rétention de 398 m<sup>3</sup> puis sont pompées en fond de bassin pour être évacuées à un débit régulé de 2 L/s/ha, soit 9,5 m<sup>3</sup>/h.

## **CHAPITRE 3.3 - LIMITATION DES REJETS**

### Article 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les valeurs limites d'émissions sont établies en moyenne journalière, à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit prélevé sur 24 heures.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

#### **Point de rejet référencé n°1 : eaux résiduaires**

- Température maximale : 30 °C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Débit maximal journalier (m<sup>3</sup>/j) : 2 ;
- Débit maximum horaire (m<sup>3</sup>/h) : 1.

Paramètre	Rejet n° 1
	Concentration maximale (mg/l) (*)
	(AMPG 06/06/2018)
MES	600
DBO <sub>5</sub>	800
DCO	2000
Azote global	150
Phosphore	50

\*Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO<sub>5</sub> ou 45 kg/j de DCO.

#### Point de rejet référencé n°2 : eaux pluviales

Paramètre	Rejet n° 2
	Concentration maximale (mg/l)
	(AMPG 06/06/2018)
MES	100 mg/l si le flux $\leq$ 15 kg/j, 35 mg/l au-delà
DBO <sub>5</sub>	100 mg/l si le flux $\leq$ 15 kg/j, 30 mg/l au-delà
DCO	300 mg/l si le flux $\leq$ 50 kg/j, 125 mg/l au-delà
Azote global	30 mg/l si le flux $\geq$ 50 kg/j
Phosphore	10 mg/l si le flux $\geq$ 15 kg/j
Hydrocarbures totaux	5 mg/l

### CHAPITRE 3.4 - SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

#### Article 3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 3.4.2 Contrôle des rejets et transmission des résultats

L'exploitant réalise un contrôle semestriel pour l'ensemble de ses rejets sur des échantillons moyens prélevés sur 24 heures.

Les résultats des analyses sont transmis à l'inspection dans le mois qui suit la réalisation des prélèvements.

Les méthodes de mesures utilisées pour mesurer et quantifier les paramètres ci-dessous sont conformes à l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement (NOR : TREP2405368V) ou le document remplaçant cet avis.



## TITRE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

### CHAPITRE 4.1 - LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Les zones à émergence réglementée figurent en annexe 3.

#### Article 4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Points de mesure 1, 2 et 3	65 dB(A)	55 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

#### Article 4.1.2 Valeurs limites d'émergence

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en zone à émergence réglementée les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée au point de mesure 1 :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Niveaux limites admissibles	
	Période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	5 dB(A)

#### Article 4.1.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.

---

## TITRE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

---

### CHAPITRE 5.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### Article 5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les locaux contenant les incinérateurs sont isolés des locaux adjacents par des parois (murs et planchers) de propriétés REI 120, dont la ou les baies de communication intérieure sont obturées par un ou des blocs REI 60.

Le local servant aux stockages des papiers, cartons ainsi qu'au transit de déchets dangereux sont conformes aux dispositions de l'arrêté sectoriel en vigueur.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 5.1.2 Désenfumage

Toute modification des installations concernant les trappes de désenfumage mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation sont à porter à la connaissance du préfet et du SDIS avant leur réalisation.

#### Article 5.1.3 Organisation des stockages

L'organisation et les volumes des stockages des matières combustibles sont conformes au dossier de demande d'autorisation.

#### Article 5.1.4 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les dispositifs des produits stockés sur site sont conformes aux arrêtés sectoriels en vigueur.

Le confinement des eaux incendie est effectué dans le bassin de rétention des eaux pluviales d'un volume total de 398 m<sup>3</sup> dont un volume disponible en permanence d'au minimum 142 m<sup>3</sup>,

### CHAPITRE 5.2 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

#### Article 5.2.1 Moyens de lutte de protection contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après :

- la quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction doit être au minimum de 120 m<sup>3</sup> utilisables pendant 2 heures (60 m<sup>3</sup>/h) ;
- un plan de défense incendie mis à disposition du SDIS à l'entrée du site conformément à l'article 5 de l'arrêté de prescriptions générales du 22 décembre 2023 ;

- les moyens sont complétés par la mise en place d'extincteurs, en nombre et en qualité, adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.

L'exploitant permet au SDIS d'effectuer la reconnaissance opérationnelle annuelle de la citerne incendie. À ce titre, il fournit au SDIS le rapport de contrôle technique des poteaux eau incendie (PEI) comprenant le volume utile de la citerne incendie.

L'exploitant averti sans délai le centre de traitement de l'alerte territorialement compétent en cas d'indisponibilité des PEI, ainsi que le retour à l'état de disponibilité de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS. Les dispositions appropriées sont mises en œuvre par l'exploitant dans les meilleurs délais pour remédier aux indisponibilités.

## TITRE 6 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

### CHAPITRE 6.1 - LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

Les conditions de stockage des déchets produits sur site ou en transit sur le site sont conformes aux arrêtés sectoriels applicables.

### CHAPITRE 6.2 - SÉPARATION DES DÉCHETS

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux non inertes	20 01 01	Papier, carton
	20 03 01	Déchets assimilés aux ordures ménagères
	19 01 16	Cendres d'incinération collective
Déchets dangereux	13 05 02*	Boues de curage du séparateur d'hydrocarbures

### CHAPITRE 6.3 - CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Papier, carton : 1 m <sup>3</sup>
	Déchets assimilés aux ordures ménagères : 50 litres
	Cendres d'incinération collective : 4 tonnes
Déchets dangereux	Boues de curage du séparateur d'hydrocarbures : 1,14 tonne

### CHAPITRE 6.4 - GESTION DES DÉCHETS REÇUS PAR L'INSTALLATION

#### Article 6.4.1 Conception des installations

L'installation de transit de déchets non dangereux et dangereux sur site est constituée par un bâtiment indépendant des installations d'incinération.

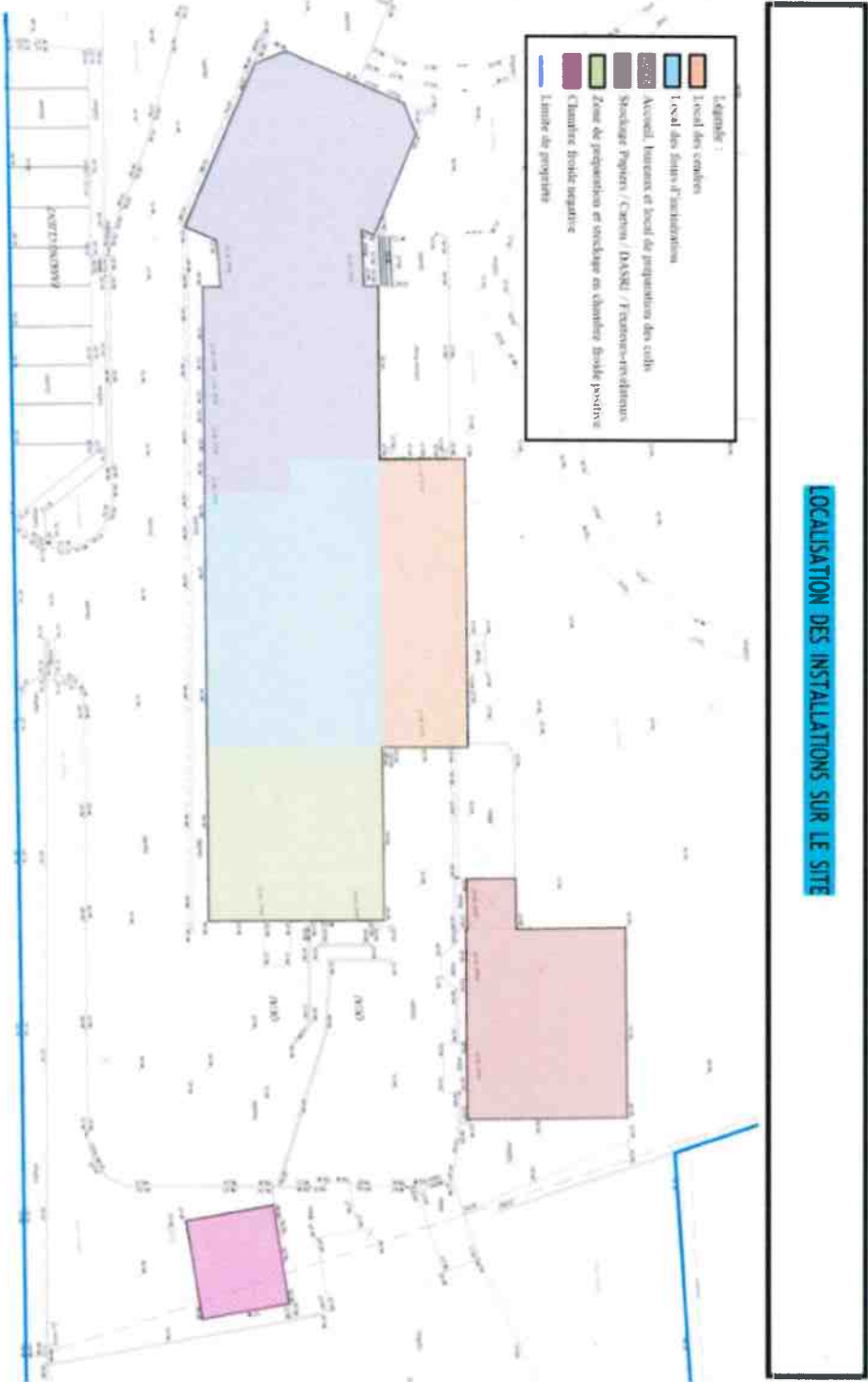
#### Article 6.4.2 Description des déchets entrants

Les seuls déchets autorisés en transit sur le site sont les suivants :

	Type de déchets (code déchet à 6 chiffres)	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités admises (en tonnes par an ou par jour pour les installations de traitement, et en tonnage maximal admissible pour les installations de tri, transit, ou regroupement)
DASRI	18 02 02*	Les déchets sont récupérés lors des opérations de transport des cadavres d'animaux	5 tonnes
Fixateurs / révélateurs	09 01 01*		3 m <sup>3</sup> – 3,18 tonnes
Médicaments non utilisés cytotoxiques	18 02 07*		0,55 tonne
Films radiologiques	09 01 07		1 m <sup>3</sup> – 0,36 tonne
Médicaments non utilisés non cytotoxiques	18 02 08		3 m <sup>3</sup> – 2,6 tonnes

Guillaume AFONSO

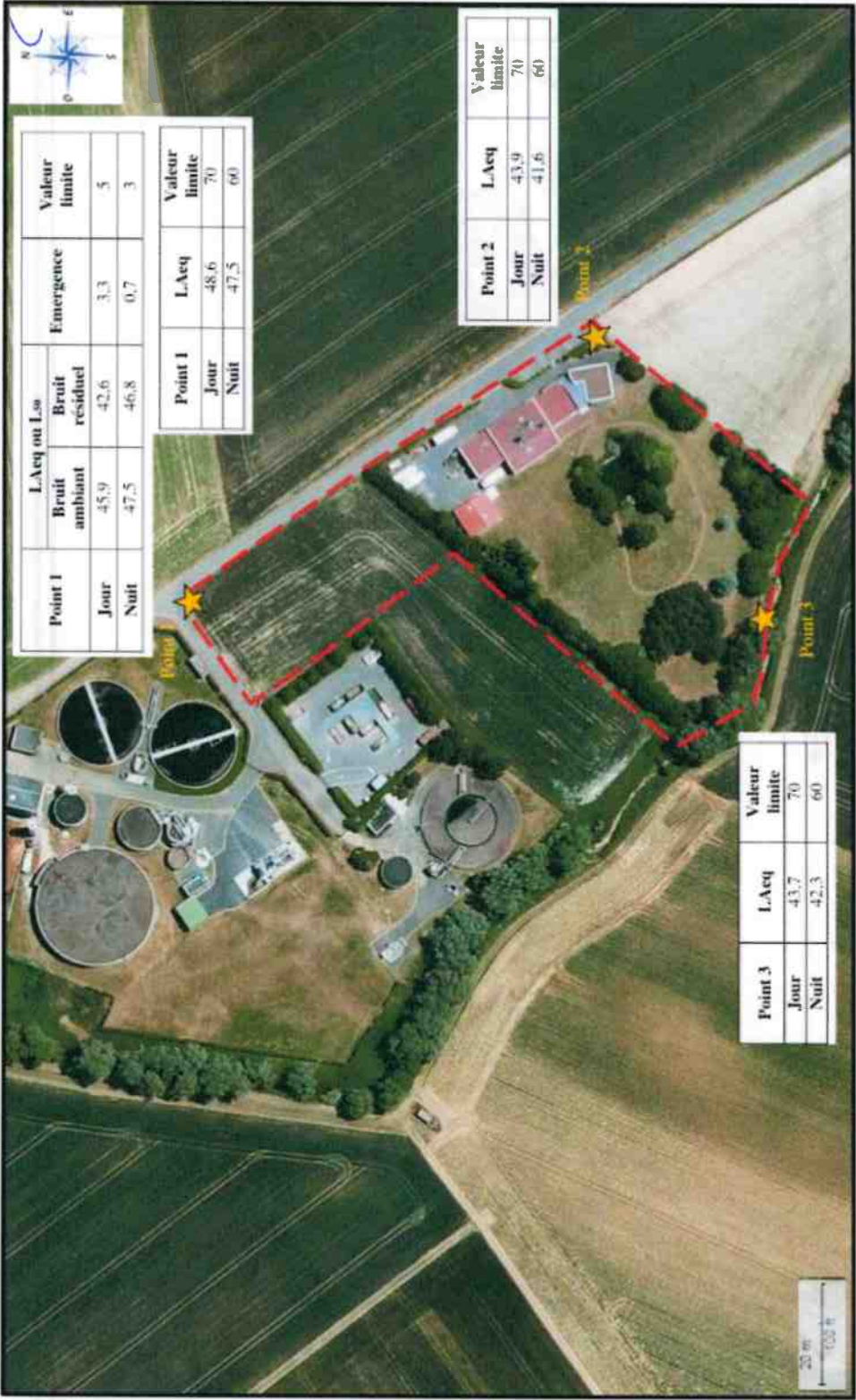
ANNEXE 2 – PLANS DE LOCALISATION DES INSTALLATIONS 03 DEC. 2025



03 DEC. 2025

ANNEXE 3 – PLAN DES POINTS DE MESURE DU BRUIT

Guillaume AFONSO



**PLAN DES ZONES ACCESSIBLES AU PUBLIC**

